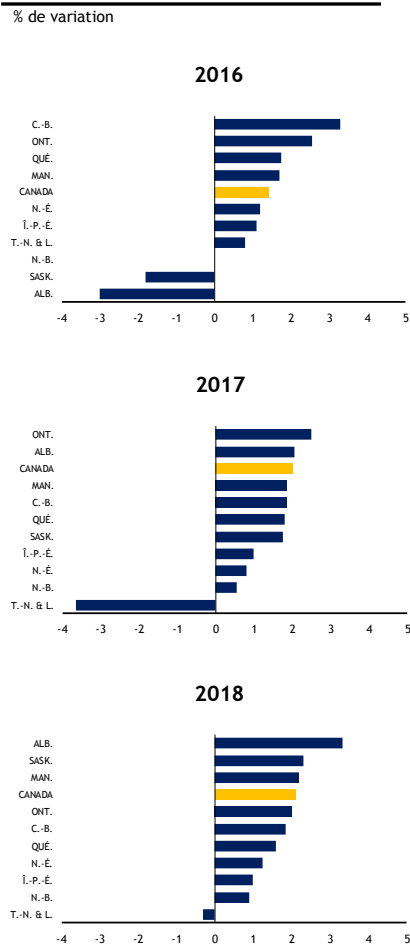


PERSPECTIVES PROVINCIALES

Mars 2017

Plus de provinces participeront à l'expansion en 2017

Croissance du PIB reel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

Gerard Walsh
 Économiste
 416-974-6525
 gerard.walsh@rbc.com

- L'année 2017 devrait marquer le retour à une croissance positive pour deux provinces productrices de pétrole du Canada, soit l'Alberta et la Saskatchewan, après des contractions économiques successives en 2015 et 2016.
- Il est peu probable que la troisième province productrice de pétrole du pays, Terre-Neuve-et-Labrador, connaisse un sort aussi heureux. Au contraire, nous nous attendons à ce que l'activité économique dans cette province subisse son pire recul (-3,6 %) depuis 2012 en raison d'une baisse de la construction de grands projets.
- Les perspectives pour les autres économies provinciales sont généralement prometteuses (d'après les normes réduites actuelles) ; la croissance est encore plutôt modeste dans les provinces maritimes, mais elle est relativement plus vigoureuse dans les régions du centre et de l'ouest du pays.
- Pour la première fois depuis 2000, l'Ontario devrait devancer toutes les autres provinces au chapitre de la croissance (2,5 %) en 2017, suivi de l'Alberta (2,1 %).
- Le Manitoba (1,9 %), la Colombie-Britannique (1,9 %), le Québec (1,8 %) et la Saskatchewan (1,8 %) devraient croître à un rythme légèrement inférieur à la moyenne nationale de 2,0 %.
- Dans la région de l'Atlantique, l'Île-du-Prince-Édouard devrait avancer de 1,0 % en 2017, la Nouvelle-Écosse, de 0,8 % et le Nouveau-Brunswick, de 0,6 %.
- En renouant avec une croissance positive, l'Alberta et la Saskatchewan seront à l'origine de la majeure partie de l'accélération de l'expansion au Canada, qui passera de 1,4 % en 2016 à 2,0 % en 2017. Une progression un peu plus rapide au Manitoba et au Nouveau-Brunswick fournira également un léger apport. La croissance devrait être plus lente ou stable dans toutes les autres provinces en 2017 par rapport à 2016.
- Nos prévisions comprennent plusieurs modifications essentiellement mineures comparativement à celles publiées en décembre. Nous avons haussé les prévisions de croissance en 2017 pour le Québec, la Colombie-Britannique, l'Ontario, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick afin de refléter la vigueur plus grande que prévu de récents indicateurs. En revanche, nous avons revu en baisse la croissance à Terre-Neuve-et-Labrador, au Manitoba, en Nouvelle-Écosse et en Alberta à la lumière de données et d'événements moins favorables.
- L'imposition potentielle d'obstacles aux échanges commerciaux avec les États-Unis constitue un principal risque aux perspectives économiques des provinces.

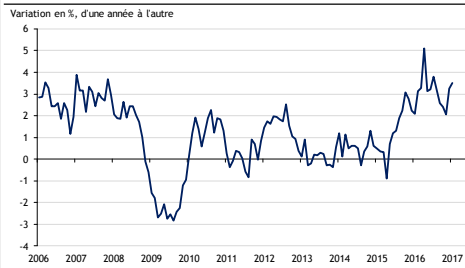
Les fluctuations positives en Alberta et en Saskatchewan seront le point saillant en 2017

Par rapport à 2016 (et aussi 2015), la performance économique des provinces en 2017 différera principalement en raison de la poursuite du redressement des prix mondiaux de l'énergie : RBC s'attend à ce que le prix du pétrole de référence WTI passe de 43 \$ US le baril en moyenne en 2016 à 56 \$ US en 2017. Nous pensons que les jours meilleurs que connaîtra le secteur de l'énergie contribueront fortement à d'importantes fluctuations positives de la croissance en Alberta et en Saskatchewan en 2017. La preuve en a été donnée dans un sondage de Statistique Canada sur les dépenses en immobilisations publié à la fin de février, qui fait état d'une hausse des intentions d'investissement dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz dans les deux provinces en 2017, après deux années de fortes contractions. En fait, ces variations de la croissance en Alberta et en Saskatchewan expliquent presque complètement l'accélération anticipée à l'échelle nationale de 2016 à 2017.

L'Ontario prend la tête

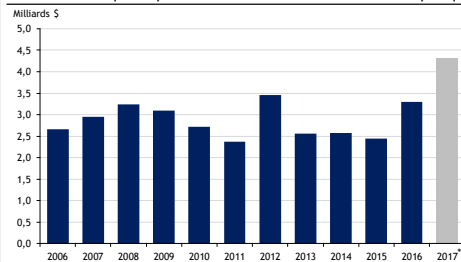
Pour la première fois depuis 2000, nous nous attendons à ce que l'Ontario surpasse toutes les autres provinces dans le classement des taux de croissance provinciaux en 2017. L'Ontario profitera de nombreuses sources de croissance, dont un accroissement des investissements de l'administration publique. L'économie de la Colombie-Britannique, qui a dominé le classement provincial au cours des deux dernières années, devrait ralentir quelque peu du fait d'une décélération importante du marché résidentiel de la province.

Colombie-Britannique : emploi



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique : dépenses en immobilisations des administrations publiques



Sources : Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations de Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	2,5	3,3	3,3	3,3	1,9	1,8
PIB nominal	3,4	5,2	3,8	5,0	4,2	3,9
Emploi	0,1	0,6	1,2	3,2	1,4	0,6
Taux de chômage (%)	6,6	6,1	6,2	6,0	6,1	6,3
Ventes au détail	2,4	5,6	6,0	6,4	3,5	3,4
Mises en chantier (unités)	27 054	28 356	31 446	41 843	29 000	30 500
Indice des prix à la consommation	-0,1	1,0	1,1	1,9	2,4	1,9

Robert Hogue
Économiste principal

Début de 2017 sur des bases (pour la plupart) solides

D'après la majorité des critères, l'économie de la Colombie-Britannique a conservé son dynamisme au début de 2017. Le marché du travail, en particulier, n'a guère semblé s'éloigner de sa trajectoire impressionnante de 2016. L'emploi avait alors crû de 3,2 %, ce qui est de loin le taux de croissance provincial le plus élevé. Néanmoins, l'essoufflement considérable du marché immobilier de Vancouver qui s'est amorcé au printemps dernier est, selon nous, un élément central qui amenuisera le dynamisme économique en 2017. À notre avis, une baisse des reventes de logements et un « effet de richesse » plus modeste attribuable à une forte décélération de l'appréciation des propriétés (voire un recul des prix des logements) contribueront à un ralentissement de la croissance dans la province d'un taux estimé de 3,2 % en 2016 à 1,9 % en 2017. En raison de cette modération, la Colombie-Britannique devrait quitter le premier rang du classement des taux de croissance provinciaux où elle s'est maintenue depuis deux ans pour se retrouver au milieu du peloton en 2017, tout juste au-dessous de la moyenne nationale de 2,0 %. Nous nous attendons à ce que la province connaisse à peu près la même progression en 2018, soit 1,8 %.

Une économie qui tourne encore presque à plein régime...

La majorité des indicateurs économiques montrent que l'économie de la Colombie-Britannique était florissante à la fin de 2016 et au début de 2017. Les statistiques sur le marché du travail restent solides : 31 200 emplois ont été créés au total entre septembre 2016 et janvier 2017, et le taux de chômage (5,6 % en janvier) est encore le plus faible parmi les provinces. Les détaillants, les grossistes, les fabricants et les restaurants et débits de boissons de la province continuent d'enregistrer des ventes soutenues, se trouvant à la tête du pays au chapitre de la croissance annuelle ou à proximité du premier rang. Alors que l'année 2016 tirait à sa fin, les fabricants de produits alimentaires, de métaux de première fusion et de machinerie ont affiché des ventes records. Pour leur part, les fabricants de produits du bois ont réalisé leurs ventes les plus élevées depuis 2006. Il ne fait aucun doute que de larges pans de l'économie de la Colombie-Britannique sont encore en plein essor.

...même si ce n'est plus le cas du logement

Cela dit, le logement (ou plus précisément le marché immobilier de Vancouver) est un secteur clé de l'économie de la province qui fait marche arrière. Après avoir atteint un sommet record en février 2016, les reventes dans la région de Vancouver ont connu une chute spectaculaire de 43 % et s'orientaient encore à la baisse au début de 2017. Nous croyons que les décideurs des trois paliers de gouvernement continueront à déployer des efforts en vue de gérer les risques liés au marché du logement de Vancouver et à appliquer une politique visant à modérer la demande de logements en 2017. En fin de compte, ce ralentissement résultant d'un choix politique devrait endiguer l'afflux d'avis étrangers dans la province et réduire considérablement le rythme d'augmentation des prix des logements. Ces deux facteurs limiteront ce qu'on appelle l'« effet de richesse » qui a, à notre avis, fortement stimulé l'activité économique de la province ces dernières années. La Colombie-Britannique est la province dont l'économie dépend le plus de l'investissement résidentielle.

Hausse des dépenses en immobilisations du gouvernement provincial

Dans son budget 2017 présenté en février, qui prévoyait un cinquième excédent consécutif en 2017-2018, le gouvernement de la Colombie-Britannique a annoncé une série de mesures de relance qui feront en sorte que les gens auront plus d'argent à dépenser et qui stimuleront les investissements dans des programmes liés notamment à l'éducation, à la santé mentale et à l'accessibilité du logement. Ces mesures marquent un changement par rapport à la priorité accordée aux compressions budgétaires dans les dernières années. Le budget comporte aussi une hausse considérable (de 16,5 %) des dépenses en immobilisations en 2017-2018. Le récent rapport sur les projets de dépenses d'investissement indique que tous les paliers de gouvernement de la province prévoient accroître les dépenses en immobilisations de presque 31 % en 2017.

Un redressement sous surveillance

Les indicateurs économiques ont récemment commencé à montrer les premiers signes d'un redressement de l'économie de l'Alberta. Après deux années très difficiles au cours desquelles un effondrement des investissements dans le secteur de l'énergie et une envolée du chômage ont entraîné vers le bas plusieurs autres secteurs de l'économie provinciale, il est certes réjouissant de voir la lumière au bout du tunnel. Le type de reprise que nous prévoyons dans la province est néanmoins peu susceptible d'apporter un soulagement instantané à tous les secteurs. Nous tablons sur un redressement progressif et inégal de l'économie, qui contraste avec l'habituel modèle de surchauffe-récession observé en Alberta lors des cycles économiques précédents. La croissance devrait redevenir positive en 2017 et s'établir à 2,1 %, surtout grâce à la hausse prévue des dépenses dans le secteur de l'énergie de la province. Une telle progression n'annulerait qu'en partie la contraction cumulative de 6,5 % enregistrée lors des deux années précédentes. En 2018, le redressement devrait se poursuivre et même gagner de la vitesse pour atteindre 3,3 %.

Un rebond des prix du pétrole...

Plusieurs événements survenus laissent entrevoir une amélioration des conditions économiques en Alberta cette année, au premier chef la hausse notable des cours du pétrole, qui résulte en partie des réductions de production des pays membres de l'OPEP. Le brut de référence Western Canada Select s'est récemment négocié à son niveau le plus élevé depuis le milieu de 2015 (40 \$ US le baril) et, plus important encore, à plus du double des niveaux excessivement faibles atteints au début de 2016. Le rebond des prix du pétrole jusqu'à maintenant a sans conteste été un facteur clé de l'accélération des activités de forage dans la province depuis le début de l'hiver, et d'une hausse de 2,3 % des intentions d'investissement dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz en 2017, après deux années de chute libre. L'approbation par le gouvernement fédéral en novembre 2016 des projets d'oléoduc Trans Mountain de Kinder Morgan et de la Ligne 3 d'Enbridge a aussi probablement joué un rôle positif.

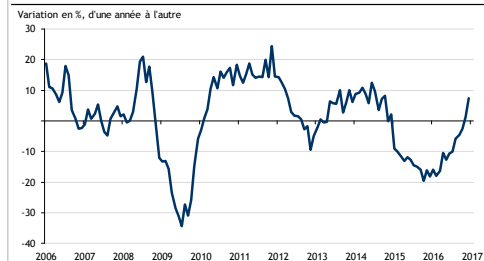
...contribue à la reprise naissante dans d'autres secteurs de l'économie

L'augmentation des prix des marchandises à un moment où la production pétrolière provinciale continue de croître (grâce à des investissements antérieurs dans l'expansion des capacités de production) donne un coup de pouce important aux revenus du secteur de l'énergie. Les statistiques provinciales sur les exportations nominales de marchandises et les ventes de l'industrie manufacturière témoignent de l'accroissement des revenus. Les deux indicateurs signalent de nets redressements en 2016. Au-delà des secteurs directement touchés par les prix des marchandises, nous décelons plusieurs signes prometteurs au sein de l'économie de l'Alberta. Selon certains indices, des creux pourraient avoir été atteints dans le marché du travail (où l'emploi a légèrement progressé depuis le milieu de 2016), le marché du logement (où la tendance des reventes a cessé de fléchir) et le commerce de gros et de détail (où les ventes ont quelque peu augmenté au cours des derniers mois). Ces signes demeurent timides, mais nous croyons qu'ils signalent des tournants.

Faiblesse persistante des investissements des entreprises

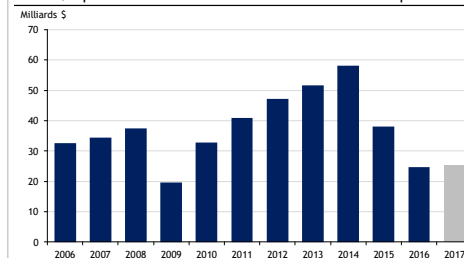
Peu susceptible d'opérer un virage de sitôt, la construction non résidentielle (exception faite des projets d'ingénierie) est un secteur de l'économie albertaine où les dépenses restent bien engagées sur une pente descendante. Ce secteur continue de souffrir des capacités excédentaires sur les marchés immobiliers commerciaux et industriels. Par exemple, les taux d'inoccupation astronomiques des bureaux dans le centre-ville de Calgary continueront manifestement à décourager les investissements dans de nouveaux immeubles de bureaux au cours de la période qui s'annonce. Le récent rapport sur les dépenses en immobilisations en a donné la preuve, puisqu'il montre une chute de 23 % des intentions d'investissement des sociétés du secteur immobilier en 2017.

Alberta : ventes des fabricants



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Alberta : dépenses en immobilisations du secteur de l'extraction de pétrole et de gaz



*Intentions
Source : Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations de Statistique Canada, Recherche économique RBC

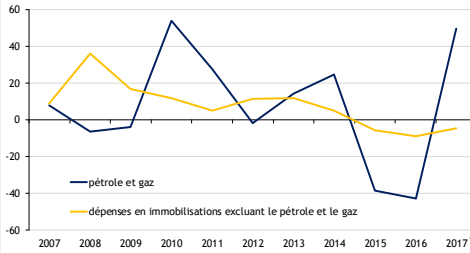
Alberta - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	5,7	5,0	-3,6	-3,0	2,1	3,3
PIB nominal	9,6	8,9	-12,5	-4,9	9,2	8,4
Emploi	2,5	2,2	1,2	-1,6	0,3	1,1
Taux de chômage (%)	4,6	4,7	6,0	8,1	8,4	7,5
Ventes au détail	6,9	7,5	-4,6	-1,6	2,8	3,8
Mises en chantier (unités)	36 011	40 590	37 282	24 533	23 100	24 800
Indice des prix à la consommation	1,4	2,6	1,2	1,1	2,6	2,0

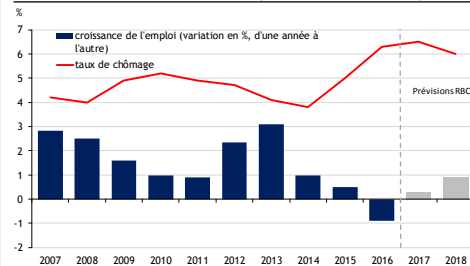
Robert Hogue
Économiste principal

Saskatchewan : dépenses en immobilisations non résidentielles

Variation en %, d'une année à l'autre

*Intentions
Source : Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations de Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan : croissance de l'emploi et taux de chômage



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	6,3	2,4	-1,3	-1,8	1,8	2,3
PIB nominal	6,7	1,3	-5,7	-5,2	7,0	5,4
Emploi	3,1	1,0	0,5	-0,9	0,3	0,9
Taux de chômage (%)	4,1	3,8	5,0	6,3	6,5	6,0
Ventes au détail	5,1	4,6	-3,5	1,1	3,0	4,0
Mises en chantier (unités)	8 290	8 257	5 149	4 775	4 600	4 800
Indice des prix à la consommation	1,4	2,4	1,6	1,1	2,2	2,8

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Retour prévu de la croissance en territoire positif

Nous prévoyons que l'économie de la Saskatchewan renouera avec une croissance positive cette année et l'année prochaine, alors que l'activité augmentera de 1,8 %, puis de 2,3 %. Cette amélioration fait suite à deux années de croissance négative, dont un repli estimatif de 1,8 % en 2016. La contraction observée l'an dernier s'explique principalement par la faiblesse des activités minières liées à l'énergie et hors énergie.

Redressement attendu du secteur de l'énergie en 2017

Le retour à une croissance positive en 2017 s'appuie sur notre prévision d'un redémarrage de l'activité minière liée à l'énergie dans la foulée d'un raffermissement des prix du pétrole. D'autres segments du secteur minier de la province sont toutefois peu susceptibles de connaître un redressement semblable. Nous nous attendons en particulier à ce que l'extraction de potasse continue de fléchir cette année et connaisse une baisse d'environ 3 %. Ce recul constituerait tout de même une amélioration par rapport aux indications d'une baisse de 6 % en 2016, et serait conforme à des rapports empiriques signalant un certain relâchement récent des pressions exercées sur le secteur de la potasse. Nous prévoyons que l'activité minière globale croîtra d'environ 2 % dans la province cette année et l'année prochaine. Cette évolution ferait suite à un déclin probable de 10 % en 2016.

Hausse des dépenses en immobilisations à venir

La faiblesse du secteur minier a pesé sur les dépenses en immobilisations dans la province au cours des deux dernières années. Le récent sondage de Statistique Canada sur les dépenses en immobilisations a suscité un certain optimisme, car il porte à croire que cette faiblesse commencera à s'atténuer en 2017 de concert avec un redressement du secteur de l'énergie. Selon l'enquête, les sociétés privées et les organismes du secteur public prévoient accroître de 3,4 % leurs investissements cette année. Bien que modeste, cette hausse est une amélioration marquée par rapport aux déclinés prononcés de 16,6 % et de 15,9 % subis en 2016 et 2015 respectivement. L'embellie globale s'explique principalement par un vif rebond dans le secteur du pétrole et du gaz, où les dépenses en immobilisations devraient croître de 50 % après des déclinés de 40 % lors de chacune des deux dernières années. Hors de ce secteur, les dépenses devraient fléchir de près de 5 % en 2017 après un recul de 9 % en 2016, notamment en raison du marasme persistant des activités minières hors énergie.

Amélioration prévue de la qualité des récoltes céréalières

Notre prévision d'une reprise de la croissance dans la province en 2017 suppose aussi un soutien accru provenant du secteur agricole. De fait, les volumes des trois principales cultures de la Saskatchewan ont connu une hausse marquée de 9 % en 2016. Cependant, des pluies tardives ont altéré la qualité des récoltes et les prix obtenus par le secteur en ont souffert. Nous tablons sur des conditions météorologiques « normales » en 2017, de sorte que les cultures devraient être de meilleure qualité qu'en 2016. Cette évolution devrait contribuer à une certaine amélioration des revenus agricoles, puisque notre projection se fonde sur une relative stabilité des volumes de céréales et d'oléagineux par rapport à 2016.

Un raffermissement des marchés du travail favorable aux dépenses des ménages

À notre avis, le raffermissement de la croissance globale du PIB dans la province contribuera à un retour de la croissance de l'emploi en territoire positif en 2017 et en 2018, avec des gains respectifs de 0,3 % et 0,9 % après un déclin de 0,9 % en 2016. Il faudra probablement attendre 2018 avant que ce retour graduel à une progression de l'emploi entraîne une diminution du taux de chômage annuel de la Saskatchewan. Cependant, le redémarrage de la création d'emplois en 2017 renforcera globalement les revenus des ménages et les dépenses de consommation dans la province. Les ventes au détail devraient croître de 3,0 % en 2017 puis de 4,0 % en 2018 après un gain modeste de 1,1 % en 2016 et un recul de 3,5 % en 2015.

Un parcours semé d'embûches

À la lumière des niveaux récemment décevants des indicateurs des dépenses en immobilisations, de l'activité manufacturière et de l'emploi, nous avons légèrement abaissé notre prévision pour la croissance de l'économie du Manitoba. Nous restons toutefois d'avis que le raffermissement de l'économie américaine et le redressement de l'activité dans les secteurs énergétiques des provinces voisines du Manitoba favoriseront une accélération de la croissance par rapport à 2016. Après avoir progressé de 1,7 % en 2016, l'économie manitobaine devrait croître de 1,9 % et de 2,2 % cette année et l'année prochaine. Par rapport aux taux prévus dans les Perspectives provinciales de décembre 2016, notre prévision actualisée représente une révision à la baisse allant de 0,2 point de pourcentage (en 2016 et 2018) à 0,4 point de pourcentage (en 2017).

Sondage décevant sur les dépenses en immobilisations en 2017

Statistique Canada a publié récemment son sondage annuel sur les dépenses en immobilisations en 2017. Il révèle une baisse décevante de 4,2 % des intentions d'investissement au Manitoba cette année. Au cours des deux dernières années, la construction a été l'un des principaux piliers de la croissance dans la province. C'est ce que confirme le sondage, qui indique que les investissements non résidentiels ont crû de 7,6 % en 2016 et de 9,9 % en 2015. Il convient de noter que la hausse enregistrée en 2016 est nettement supérieure à l'estimation précédente de 3,4 %. Le déclin prévu en 2017, qui sera concentré dans les secteurs des services publics et du commerce de gros, contredit les indications de dépenses soutenues pour plusieurs projets menés par Manitoba Hydro. De même, un certain nombre de projets commerciaux et résidentiels ont été annoncés pour la région de Winnipeg.

Des facteurs favorables à l'activité manufacturière

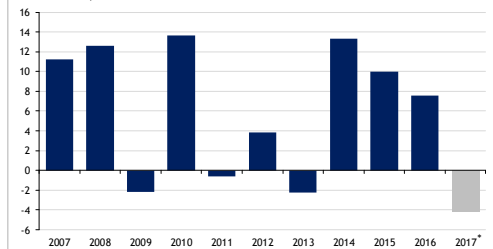
Les ventes de l'industrie manufacturière ont augmenté en 2016 ; toutefois, la hausse de 1,2 % est relativement minime et ne représente qu'une amélioration modeste par rapport au déclin de 1,5 % subi en 2015. Le plus fort accroissement a néanmoins été enregistré au quatrième trimestre, ce qui témoigne d'un dynamisme grandissant à l'aube de 2017. Le secteur de la transformation alimentaire, dont les ventes ont progressé de 4 % après un recul de 11 % en 2015 a connu l'amélioration la plus marquée en 2016. Les ventes des fabricants de produits métalliques, qui avaient diminué de 13 % en 2015, ont également fortement remonté, ayant gagné 1,5 % en 2016. En dépit d'un autre revirement positif important dans le secteur de la fabrication de machinerie (par rapport à une chute marquée de 13 % en 2015), les ventes sont restées en territoire négatif (baisse de 1 % en 2016). L'absence d'une croissance positive plus forte dans le secteur manufacturier du Manitoba en 2016 dans le contexte d'un dollar canadien plus concurrentiel reflète sans doute la faiblesse plus grande que prévu des ventes aux secteurs énergétiques de la Saskatchewan et de l'Alberta. À notre avis, le redressement graduel du secteur de l'énergie canadien, de concert avec le raffermissement continu de l'économie américaine et la faible évaluation persistante de la devise, contribuera à une hausse de 4,0 % de la production manufacturière en 2017 et en 2018 après un gain estimé à 1,5 % en 2016.

La faiblesse récente de l'emploi ne devrait pas persister

Nos prévisions pour le Manitoba pourraient devoir être revues à la baisse, compte tenu du déclin inattendu de l'emploi de 0,4 % en 2016 après une hausse, de 1,6 %, supérieure à la moyenne en 2015. Le recul de l'emploi l'an dernier a contribué à faire monter le taux de chômage à 6,3 % au quatrième trimestre, alors qu'il se situait à 5,8 % un an plus tôt. Selon notre prévision, cette faiblesse est attribuable à une vigueur imprévue en 2015 et sera effacée au cours de la période envisagée. L'emploi devrait progresser de 1,0 % en 2017 puis de 0,9 % en 2018, alors que le taux de chômage devrait redescendre à 5,8 % en 2018.

Manitoba : dépenses en immobilisations non résidentielles

Variation en %, d'une année à l'autre

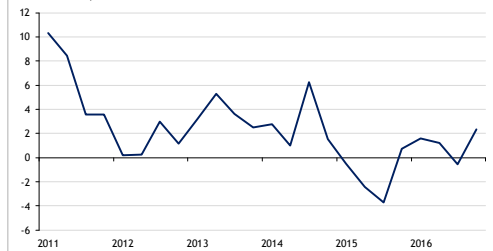


*Intentions

Source : Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations de Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba : ventes des fabricants

Variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	2,8	1,5	2,2	1,7	1,9	2,2
PIB nominal	-4,2	2,5	3,1	2,6	4,0	4,3
Emploi	0,7	0,1	1,6	-0,4	1,0	0,8
Taux de chômage (%)	5,4	5,4	5,6	6,1	6,0	5,8
Ventes au détail	3,9	4,3	1,5	4,5	3,1	4,1
Mises en chantier (unités)	7 465	6 220	5 501	5 319	6 400	6 300
Indice des prix à la consommation	2,3	1,8	1,2	1,3	2,1	2,3

Paul Ferley

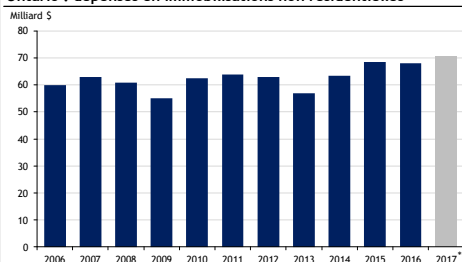
Économiste en chef adjoint

Ontario : mises en chantier



Source : Société Canadienne d'hypothèques et de logement, Recherche économique RBC

Ontario : dépenses en immobilisations non résidentielles



Source : Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations de Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	1,5	2,7	2,5	2,6	2,5	2,0
PIB nominal	2,2	4,7	4,9	4,4	4,3	3,7
Emploi	1,8	0,8	0,7	1,1	1,3	0,9
Taux de chômage (%)	7,6	7,3	6,8	6,5	6,3	6,1
Ventes au détail	2,3	5,0	4,2	4,7	4,0	3,8
Mises en chantier (unités)	61 085	59 134	70 156	74 952	79 300	68 000
Indice des prix à la consommation	1,1	2,3	1,2	1,8	2,4	2,1

Robert Hogue
Économiste principal

À l'avant-scène

Dans un monde où la croissance économique ralentit, les résultats de l'Ontario au cours des trois dernières années (croissance moyenne de 2,6 % par an) sont probablement le mieux que l'on puisse espérer d'une grande économie arrivée à maturité et diversifiée. Pourtant, ces résultats sont à toutes fins pratiques passés inaperçus, en partie parce qu'ils ont été éclipsés par ceux encore plus robustes de la Colombie-Britannique (croissance moyenne de 3,3 % pendant la même période). Nous croyons que l'Ontario retiendra davantage l'attention en 2017, car pour la première fois depuis 2000, il devrait mener le bal au pays en matière de croissance cette année. Paradoxalement, cette domination devrait coïncider avec un léger fléchissement prévu de la croissance dans la province par rapport aux trois dernières années, à 2,5 % (le ralentissement devrait être relativement plus prononcé en Colombie-Britannique). La progression économique en Ontario sera limitée par une modération de l'activité sur le marché du logement en 2017 et la montée de l'incertitude quant au commerce avec les États-Unis. Nous tablons sur une autre légère décélération de la croissance, à 2,0 %, en 2018.

Un ton positif persistant au début de 2017

Les indicateurs économiques ont en général donné des signaux positifs récemment. Cette bonne tenue traduit notre opinion selon laquelle la plupart des secteurs économiques de l'Ontario continuent fermement de croître. Grâce à une création d'emplois soutenue (plus de 100 000 postes ont été créés au cours de la période de six mois terminée en janvier 2017) et à l'orientation à la baisse du taux de chômage (qui a atteint un creux en huit ans de 6,2 % au cours des derniers mois), le niveau de confiance des ménages est raisonnable. Cet optimisme transparait dans les ventes au détail, qui continuent de croître à l'un des meilleurs taux (3,9 % sur 12 mois au quatrième trimestre de 2016) au pays. Les consommateurs ontariens sont particulièrement friands de véhicules automobiles neufs. Après une année record en 2016, les ventes des concessionnaires connaissent un excellent début d'année. Les données sur le secteur manufacturier provincial continuent de montrer que la reprise se poursuit dans l'ensemble, quoiqu'à un rythme modéré. La construction résidentielle reste sur un élan irrésistible. Les mises en chantier continuant de surprendre par leur vigueur, nous avons revu à la hausse notre prévision pour 2017, de 72 500 unités à 79 300 unités. Il ne fait aucun doute que l'insuffisance de propriétés à vendre dans la région du Grand Toronto (RGT) maintient une forte pression sur les constructeurs pour qu'ils augmentent l'offre. La vague d'immigration de la dernière année a certainement contribué à cette pression.

Un soutien additionnel offert par une hausse des investissements...

L'expansion économique en Ontario sera également soutenue par les investissements en 2017. Le sondage sur les dépenses en immobilisations en 2017 indique que les sociétés privées et les organismes publics prévoient accroître leurs dépenses de 4,0 % cette année. Ce résultat découle avant tout d'une envolée de 10,3 % des investissements des administrations publiques (à commencer par les gouvernements municipaux et régionaux). Les sociétés des secteurs immobilier et manufacturier prévoient aussi hausser leurs dépenses d'investissement de façon notable, soit de 19,8 % et 8,3 % respectivement.

... amoindri par le ralentissement du marché immobilier

Même s'il n'y a que des signes ténus d'une décélération de l'activité depuis l'automne 2016, nous continuons de prévoir un affaiblissement des reventes de logements en Ontario en 2017. De fortes tensions liées à l'accessibilité dans la RGT et les perspectives d'une augmentation des taux d'intérêt freineront forcément la demande. Si ces facteurs sont sans effet et que l'accélération des prix des logements devient par conséquent encore plus effrénée dans la RGT, nous nous attendons à ce que les législateurs interviennent.

Un signal positif donné par la vigueur du marché du travail

De façon générale, les données économiques dépassent légèrement nos attentes au Québec depuis nos Perspectives provinciales de décembre. Le marché du travail de la province, qui a affiché une progression remarquable au cours des six derniers mois, a été particulièrement impressionnant. La forte création d'emplois a contribué à faire baisser le taux de chômage provincial à son niveau le plus bas (6,2 % en janvier 2017) en plus de 40 ans. Cette évolution, conjuguée au récent essor du commerce international et des ventes de l'industrie manufacturière et à un raffermissement des données mensuelles sur le PIB, nous a incités à relever notre estimation de la croissance en 2016, qui passe de 1,5 % à 1,8 %. En outre, ces facteurs sont de bon augure pour un maintien du taux de croissance à 1,8 % en 2017 (au-delà de notre prévision précédente de 1,6 %), alors que les compressions budgétaires devraient selon nous s'estomper dans la province. Il s'agirait des périodes de croissance consécutives les meilleures pour l'économie du Québec depuis 2010-2011. Nos perspectives pour 2018 restent plutôt positives, la croissance prévue étant de 1,6 %.

Le taux de chômage le plus faible en plus de 40 ans

Compte tenu du fait que la performance économique se résume souvent à la situation du marché du travail, il a été fort intéressant de constater des gains d'emplois élevés et une baisse marquée du taux de chômage au Québec depuis le milieu de 2016. Au cours de la période de six mois terminée en janvier 2017, 89 000 nouveaux emplois ont été créés au net : 80 % sont des postes à temps plein, les deux tiers ont été créés dans le secteur privé et tous proviennent du secteur des services. Le Québec représente presque 40 % des nouveaux emplois créés durant cette période au Canada, et il est devancé seulement par l'Ontario. Le taux de chômage est passé de 6,9 % en juillet 2016 à 6,2 % en janvier 2017, ce qui est le niveau le plus bas dans la province depuis que Statistique Canada a commencé à publier ces données sous leur forme actuelle en 1976. Il importe aussi de souligner que le taux d'emploi au Québec (la proportion de la population en âge de travailler qui occupe un emploi) a crû à presque 61 %, égalant le taux de l'Ontario pour la toute première fois. Ces conditions sur le marché du travail, qui sont les meilleures de mémoire d'homme, envoient un message positif quant à la situation de l'économie du Québec en ce début de 2017.

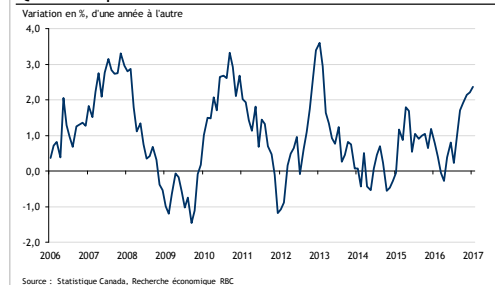
Un dynamisme accru dans la deuxième moitié de 2016

D'autres indicateurs font écho à ce message, comme le commerce international de marchandises (apparition d'un excédent important) et les ventes de l'industrie manufacturière (où des gains généralisés ont été enregistrés) au cours des derniers mois de 2016. Les estimations du PIB par industrie de l'Institut de la statistique du Québec pour la période allant jusqu'en novembre laissent entrevoir un léger fléchissement de la croissance au quatrième trimestre par rapport au rythme soutenu de 2,1 % (annualisé) du troisième trimestre. Cependant, elles signalent quand même une légère accélération de la tendance entre la première et la seconde moitié de 2016. Au deuxième semestre de l'an dernier, la croissance a été stimulée par une progression dans les secteurs suivants : construction résidentielle, commerce de gros et de détail, services de transport, finance et assurance, services immobiliers et administration publique.

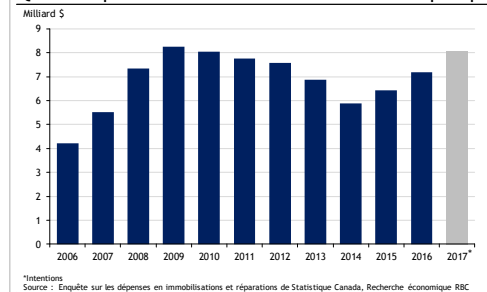
Progression économique continue à la faveur d'un assouplissement des restrictions budgétaires

Nous nous attendons à ce que l'économie du Québec bénéficie désormais d'une politique budgétaire plus stimulante, et ce, grâce à une nette amélioration de la situation budgétaire de la province et au financement par le gouvernement fédéral de projets d'infrastructure. De fait, le récent rapport de Statistique Canada sur les intentions d'investissement montre que les administrations publiques prévoient cette année une forte augmentation de 12,5 % de leurs dépenses en immobilisations au Québec, dont la majeure partie viendra des municipalités.

Québec : emploi



Québec : dépenses en immobilisations des administrations publiques



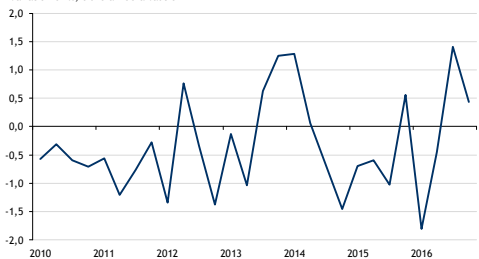
Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	1,4	1,3	1,2	1,8	1,8	1,6
PIB nominal	3,0	1,9	2,6	2,9	3,6	3,4
Emploi	1,4	0,0	0,9	0,9	1,4	0,7
Taux de chômage (%)	7,6	7,7	7,6	7,1	6,6	6,5
Ventes au détail	2,5	1,7	0,5	4,3	3,8	3,8
Mises en chantier (unités)	37 758	38 810	37 926	38 935	36 300	33 500
Indice des prix à la consommation	0,8	1,4	1,1	0,7	2,3	2,3

Robert Hogue
Économiste principal

Nouveau-Brunswick : emploi

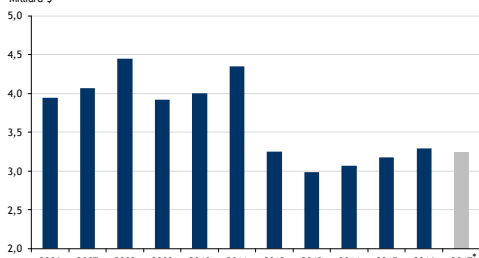
Variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick : dépenses en immobilisations non résidentielle

Milliard \$

*Intentions
Source : Statistique Canada enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	-0,3	-0,1	2,3	0,0	0,6	0,9
PIB nominal	0,3	1,0	2,9	1,3	2,3	2,9
Emploi	0,4	-0,2	-0,6	-0,1	0,4	0,3
Taux de chômage (%)	10,3	10,0	9,8	9,6	9,7	9,2
Ventes au détail	0,7	3,8	2,4	3,2	2,2	2,2
Mises en chantier (unités)	2 843	2 276	1 995	1 838	1 900	2 000
Indice des prix à la consommation	0,8	1,5	0,5	2,2	3,0	2,4

Gerard Walsh
Économiste

Léger regain de vigueur en vue

Le bilan des indicateurs économiques confirme que l'économie du Nouveau-Brunswick a stagné en 2016. Le secteur minier a pâti de la fermeture d'une mine importante, les exportations se sont affaïssées et l'emploi a globalement reculé. Cependant, de récents indicateurs ont montré des signes avant-coureurs d'un renversement de tendance sur les marchés du travail à l'aube de 2017. Ce contexte est favorable aux secteurs axés sur le marché intérieur. Même si les perspectives pour les autres secteurs économiques, dont les exportations, les investissements et les dépenses publiques, restent sombres, nous nous attendons à un retour (modeste) à une croissance économique positive au Nouveau-Brunswick au cours de la période visée. Après une croissance estimative nulle (0,0 %) en 2016, nous croyons que l'économie connaîtra une progression de 0,6 % en 2017 et de 0,9 % en 2018.

Les dépenses en immobilisations fléchissent malgré une hausse des investissements publics

D'après une récente enquête de Statistique Canada sur les projets de dépenses en immobilisations, les investissements non résidentiels devraient connaître dans l'ensemble un léger recul de 1,5 % au Nouveau-Brunswick en 2017. Cette baisse est attribuable avant tout à une chute de 36 % des intentions d'investissements dans le secteur manufacturier, soit un repli marqué pour une deuxième année d'affilée. Les services publics et les administrations gouvernementales compenseront partiellement ce recul, puisqu'ils prévoient dépenser plus qu'ils ne l'ont fait en 2016. Cette hausse s'explique en grande partie par l'important programme de dépenses en immobilisations du gouvernement provincial. Tirant parti du financement offert par le gouvernement fédéral, la province prévoit rehausser de 23 % ses dépenses en immobilisations de l'exercice 2016-2017 à l'exercice 2018-2019.

Amélioration du marché du travail

Après plusieurs années de morosité, le marché du travail du Nouveau-Brunswick a connu une légère amélioration au cours des six derniers mois. L'emploi, qui progresse depuis le milieu de 2016 dans la province, devrait croître de 0,2 % tant en 2017 qu'en 2018 après avoir subi une longue période de recul. Les pertes d'emplois en 2016 ont été principalement attribuables au secteur public, le gouvernement étant aux prises avec son déficit, et nous ne prévoyons guère de répit à cet égard au cours de la prochaine période. Nous nous attendons plutôt à ce que la création d'emplois soit concentrée dans le secteur privé, car la croissance prévue des dépenses de consommation devrait stimuler l'emploi dans le secteur des services et les autres secteurs liés à la consommation. De récents gains d'emplois ont exercé une pression à la baisse sur le taux de chômage, qui fléchira selon nous pendant la période prévisionnelle. La situation démographique de la province semble aussi changer de cap. Grâce à une récente envolée de l'immigration et à une migration interprovinciale moins prononcée, le déclin de la population du Nouveau-Brunswick a ralenti, ce qui aura des retombées positives sur l'assiette fiscale et les secteurs axés sur le marché intérieur. Cette évolution pourrait aussi contribuer à freiner la diminution constante de la population en âge de travailler dans la province. Ce recul n'a cessé de miner la population active de la province, de même que les dépenses de consommation et le marché immobilier local au cours des dernières années.

Des signes de croissance dans les secteurs minier et forestier

À moins que l'expiration de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis n'entraîne des mesures commerciales, le secteur forestier de la province devrait bien se comporter puisque les investissements résidentiels connaissent une croissance constante aux États-Unis. Cette bonne tenue s'ajouterait à une augmentation de 14 % des exportations de produits du bois en 2016. La faiblesse des prix de la potasse a entraîné la fermeture de la mine Picadilly en 2016, supprimant une large composante du secteur minier du Nouveau-Brunswick et portant un dur coup aux exportations du secteur minier. Nous croyons qu'une année complète de production de métaux à la mine Caribou, près de Bathurst, offrira un certain contrepoids, et que d'autres gains miniers pourraient être obtenus à long terme, alors que la mine de tungstène Sisson franchit le processus d'approbation.

Maintien d'une croissance stable

L'économie de la Nouvelle-Écosse a enregistré des taux de croissance constants, bien que modestes, au cours des trois dernières années. La construction navale et la construction d'une série d'édifices, principalement à Halifax, ont aidé à compenser la faiblesse des investissements et des exportations, des mesures d'austérité budgétaire et un recul de l'emploi. Nous croyons qu'une diminution de l'activité dans le secteur de la construction minera la remontée de l'emploi au cours des prochaines années, mais la croissance de la population, alimentée par l'immigration, soutiendra les dépenses de consommation, l'activité résidentielle et l'assiette fiscale. Après avoir progressé à un rythme estimatif de 1,2 % en 2016, l'économie de la Nouvelle-Écosse devrait avancer de 0,8 % en 2017 et de 1,2 % en 2018.

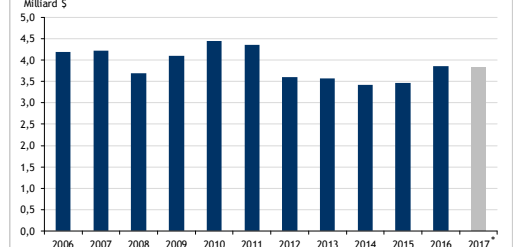
Légère diminution des dépenses d'investissement en 2017

Au cours des dernières années, il y a eu en Nouvelle-Écosse un essor de la construction d'édifices concentré à Halifax, dont le Nova Centre, un projet de 500 millions de dollars qui devrait être achevé vers la fin de l'année, et plusieurs chantiers de copropriétés. Les investissements associés à ces projets fléchiront au cours des prochaines années et peu de nouveaux projets comparables se profilent à l'horizon. Dans le secteur non résidentiel, la réfection du tablier du pont Macdonald et les travaux liés au projet Maritime Link prendront fin cette année, ce qui provoquera une baisse des investissements et de l'activité dans le secteur de la construction. Une partie de ce recul sera compensé par le gouvernement provincial, qui devrait profiter des sommes du fédéral destinées aux infrastructures pour dynamiser les investissements. Dans l'ensemble, les intentions d'investissements signalent un déclin de 1 % en 2017 selon Statistique Canada, mais les dépenses en immobilisations du secteur public devraient croître de 10 %. La hausse des dépenses d'investissement dans le secteur public est attribuable en majeure partie au secteur de l'éducation, où la construction et la rénovation d'écoles font bondir les dépenses de 51 %.

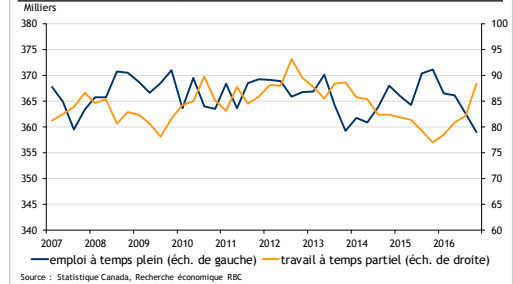
Modeste amélioration prévue du marché du travail

À l'instar des autres provinces du Canada Atlantique, la Nouvelle-Écosse a subi des pertes d'emplois en 2016. Outre les réductions d'emplois, on note une tendance grandissante vers les postes à temps partiel pour ceux qui ont trouvé de l'emploi. Les postes à temps plein ont diminué de 1,2 % en Nouvelle-Écosse en 2016, alors que les postes à temps partiel ont bondi de 3,2 %. Ce virage s'explique en partie par la chute des investissements dans les structures, qui a nui à l'emploi dans le secteur de la construction. Il reflète aussi en partie la faiblesse du secteur des services dans un contexte d'érosion de la confiance des consommateurs et de signaux d'affaiblissement du revenu des ménages. Les tendances du marché du travail devraient s'améliorer dans la province en 2017, mais les changements seront probablement pour la plupart ténus, étant donné la lenteur du rythme de croissance prévu de l'économie de la Nouvelle-Écosse. Au cours des dernières années, la diminution de la population en âge de travailler a fait baisser le taux de chômage, même si le nombre d'emplois dans la province a diminué. Le bond récent de l'immigration a toutefois stimulé la croissance de la population de la Nouvelle-Écosse. Comme cette hausse devrait selon nous se répercuter graduellement sur la population active, il sera ainsi possible de mieux contrer tout nouveau recul du taux de chômage provincial. Cela dit, une hausse de l'immigration est à l'avantage d'une province aux prises avec de graves problèmes démographiques à long terme. Cependant, ces bienfaits dépendront grandement de la capacité de la province de retenir les immigrants. Le taux de maintien des immigrants sur cinq ans a augmenté en Nouvelle-Écosse ces dernières années, mais il ne s'est établi qu'à 60 % en moyenne depuis 2000, comparativement à un taux de 90 % en Ontario.

Nouvelle-Écosse : dépenses en immobilisations non résidentielles



Nouvelle-Écosse : emploi

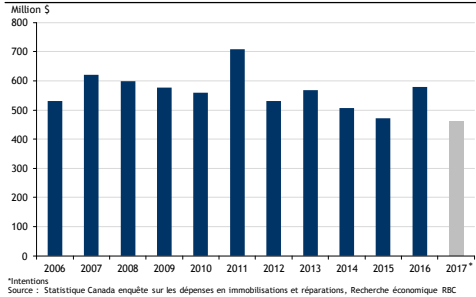


Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

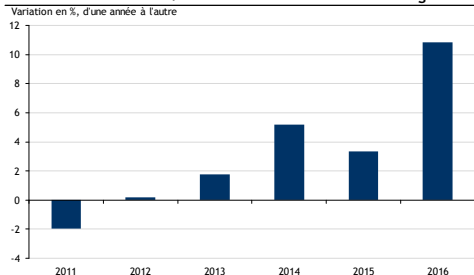
Variation en %, sauf indication contraire						
	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	-0,1	0,8	1,0	1,2	0,8	1,2
PIB nominal	2,1	1,7	2,4	2,4	2,7	3,2
Emploi	-1,1	-1,1	0,1	-0,4	0,2	0,2
Taux de chômage (%)	9,1	8,9	8,6	8,3	8,2	8,1
Ventes au détail	2,9	2,3	-0,6	4,2	2,6	2,5
Mises en chantier (unités)	3 919	3 056	3 825	3 767	3 400	3 100
Indice des prix à la consommation	1,2	1,7	0,4	1,2	2,5	2,5

Gerard Walsh
Économiste

Île-du-Prince-Édouard : dépenses en immobilisations non résidentielles



Île-du-Prince-Édouard : nuitées dans les services d'hébergement



Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	2,0	1,5	1,3	1,1	1,0	1,0
PIB nominal	3,2	3,5	3,9	2,4	2,0	3,1
Emploi	1,4	-0,1	-1,2	-2,2	0,6	0,5
Taux de chômage (%)	11,5	10,6	10,5	10,8	10,8	10,6
Ventes au détail	0,8	3,3	2,3	6,6	3,1	2,5
Mises en chantier (unités)	636	511	558	556	730	700
Indice des prix à la consommation	2,0	1,6	-0,6	1,2	3,0	2,4

Gerard Walsh
Économiste

Recul de l'emploi dans une économie insulaire à faible croissance

La fin d'un long épisode d'effervescence pour les exportations de produits manufacturés et le déclin de la population active ont provoqué un repli de la croissance économique de l'Île-du-Prince-Édouard au cours des dernières années. Les perspectives pour l'année à venir n'ont pas beaucoup changé. La hausse de la migration freinera le déclin de la population en âge de travailler ; toutefois, des tendances démographiques globalement inquiétantes et de médiocres perspectives d'investissements auront pour effet de limiter la croissance provinciale. À notre avis, la croissance passera de 1,1 % en 2016 à 1,0 % en 2017 et en 2018.

Chute en vue des dépenses en immobilisations

Statistique Canada a publié en février un sondage sur les dépenses en immobilisations pour 2017, lequel montre un déclin de 20 % des projets de dépenses d'investissement non résidentielles pour l'année. Ce fort recul, qui correspond avant tout à la résorption des investissements dans le secteur des services publics après une flambée en 2016, reflète la fin de dépenses de plusieurs millions de dollars liées à deux câbles d'alimentation reliant le réseau électrique de l'Île-du-Prince-Édouard au Nouveau-Brunswick. Malgré des retards attribuables à la météo, la portion terrestre du projet était achevée à plus de 90 % en janvier 2017. Le secteur durement touché de la construction, qui a subi une baisse de l'emploi de 10 % en 2016, est peu susceptible d'être soutenu par le segment résidentiel dans un proche avenir. Le petit nombre de mises en chantier au cours des derniers mois signale un potentiel limité de rebond des investissements résidentiels après des chutes notables de la construction de maisons neuves et des rénovations en 2016.

Redressement du marché de l'emploi à l'horizon

D'après les données finales pour 2016, l'emploi a connu un repli considérable de 2,2 % dans la province l'an dernier. Cette baisse marquée, la plus prononcée parmi toutes les provinces, s'est accompagnée d'autres événements préoccupants sur le marché du travail : le taux de chômage de l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté, le taux d'activité des adultes de la tranche la plus active a diminué et la population active a baissé comme jamais depuis des décennies. En revanche, des signes montrent que le marché de l'emploi se ressaisira en 2017. D'abord, la croissance de la population a sensiblement augmenté au cours de la dernière année. Alors que la migration nette vers d'autres provinces s'est accrue en 2016, l'immigration internationale a plus que doublé dans la province, effaçant ainsi le déclin de la population en âge de travailler. Au fil du temps, cette évolution se répercutera sur la population active et l'emploi, qui devraient à notre avis croître modestement en 2017 et en 2018. L'accroissement du nombre de demandeurs d'emploi empêchera toutefois une réduction importante du taux de chômage, qui restera selon nous supérieur à 10 % jusqu'en 2018.

Vigueur du tourisme

Le tourisme a connu un essor en 2016. Le nombre de nuitées a augmenté de 11 % sous l'impulsion d'une hausse de 18 % du nombre de visiteurs américains, qui bénéficiaient d'un pouvoir d'achat plus grand en raison de l'appréciation du dollar américain. Une augmentation graduelle de l'emploi, une forte progression de la rémunération des employés et un contexte favorable au tourisme (notamment en raison des événements qui marqueront le 150e anniversaire du Canada) continueront de soutenir le secteur des services de l'île, où nous prévoyons d'autres hausses des ventes au détail jusqu'en 2018.

Une contraction économique importante en 2017

Les derniers indicateurs publiés pour 2016 brossent un portrait plutôt sombre de la situation économique de Terre-Neuve-et-Labrador : l'emploi a fléchi, le taux de chômage a crû, les consommateurs ont battu en retraite et les investissements ont chuté. Le seul élément positif a été le bond de 22 % de la production de pétrole qui, compte tenu de la taille considérable du secteur dans la province, a évité une contraction de l'économie dans son ensemble. Malheureusement, la décroissance économique risque de devenir la norme au cours des prochaines années à Terre-Neuve-et-Labrador, car les dépenses en immobilisations dégringolent au moment où les impôts élevés et les restrictions budgétaires pèsent sur le marché du travail et le revenu disponible. Selon nos estimations, l'économie de la province a inscrit un léger gain en 2016 (+0,8 %) dans la foulée d'une hausse de la production de pétrole, mais nous prévoyons que la croissance deviendra nettement négative (-3,6 %) cette année avant de s'améliorer quelque peu (-0,3 %) en 2018.

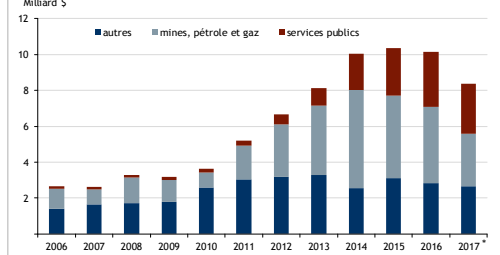
Chute des dépenses en immobilisations...

L'enquête récente de Statistique Canada sur les intentions d'investissements montre que les dépenses en immobilisations devraient diminuer de 18 % à Terre-Neuve-et-Labrador en 2017. La chute des dépenses d'investissement est plus manifeste dans le secteur des mines, du pétrole et du gaz (-1,3 milliard de dollars), alors que le projet de plateforme pétrolière Hebron se dirige vers un début de production cette année, et dans le secteur des services publics (-300 millions de dollars), alors que la période de pointe des travaux de construction pour le projet hydroélectrique de Muskrat Falls prendra fin. Comme aucun projet d'investissement semblable ne s'annonce pour compenser l'achèvement de ces projets d'envergure, un grand nombre de suppressions d'emplois sont prévues au cours des prochaines années dans le secteur de la construction, qui représente 10 % de tous les travailleurs de Terre-Neuve-et-Labrador. Ces pertes feront monter le taux de chômage à 16,5 % en 2018, par rapport à 13,4 % en 2016. Le début des travaux pour l'expansion et la construction de nouvelles mines dans la province, dont la mine de minerais de fer Wabush 3 au Labrador et une mine de nickel souterraine à Voisey's Bay, devrait contrebalancer en partie cette évolution. La rumeur court également que le projet pétrolier en mer West White Rose, qui avait été mis en veilleuse, pourrait aller de l'avant au cours des prochaines années. Cependant, aucune annonce officielle n'a été faite à cet égard jusqu'à maintenant. Ce projet pourrait offrir des avantages économiques substantiels à la province, puisqu'il pourrait nécessiter une plateforme à embase-poids comme les installations en mer Hebron et Hibernia, et ainsi entraîner des dépenses en immobilisations et des besoins en main-d'œuvre considérables dans la province.

...et des compressions budgétaires mineront l'économie de la province

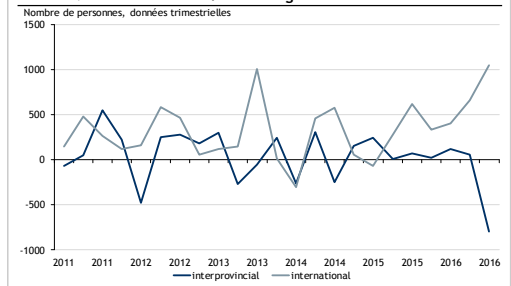
Alors que la chute des dépenses en immobilisations engendre une importante contraction de l'économie provinciale et un déclin marqué des revenus, le gouvernement provincial est aux prises avec un déficit démesuré de 1,6 milliard de dollars en 2016-2017 (5,4 % du PIB). L'augmentation des prix du pétrole devrait offrir un certain répit en 2017 et par la suite, mais le gouvernement a annoncé des centaines de licenciements dans le cadre de ses efforts pour juguler le déficit. Ces suppressions de postes découlent en partie du renversement d'une tendance apparue durant le boom pétrolier. Le nombre d'employés du secteur public de la province en proportion de la population avait alors monté en flèche à la faveur d'une hausse très rapide des recettes du gouvernement provincial. Quoiqu'il en soit, le repli de l'emploi dans le secteur public se conjuguera aux pertes de postes dans le secteur privé, ce qui devrait se traduire par une chute de l'emploi de plus de 5 % d'ici 2018 en comparaison de 2016. Confrontés à de sombres perspectives d'emploi, les habitants de Terre-Neuve-et-Labrador ont commencé à migrer vers d'autres provinces dans une proportion plus grande que jamais depuis la période précédant la récession. Par conséquent, le solde migratoire interprovincial est devenu négatif et annule la hausse de la migration internationale.

Terre-Neuve-et-Labrador : dépenses en immobilisations non résidentielles



*Intensions
Source : Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations de Statistique Canada, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador : bilans migratoires



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	5,2	-1,0	-2,0	0,8	-3,6	-0,3
PIB nominal	7,6	-1,3	-11,5	-0,9	1,2	4,5
Emploi	0,8	-1,7	-1,0	-1,5	-2,5	-3,0
Taux de chômage (%)	11,6	11,9	12,8	13,4	14,8	16,3
Ventes au détail	5,0	3,4	0,2	0,9	-0,8	-1,3
Mises en chantier (unités)	2 862	2 119	1 697	1 398	1 300	1 300
Indice des prix à la consommation	1,7	1,9	0,4	2,7	3,5	1,9

Gerard Walsh
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage %				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P
T.-N. & L.	-2,0	0,8	-3,6	-0,3	-11,5	-0,9	1,2	4,5	-1,0	-1,5	-2,5	-3,0	12,8	13,4	14,8	16,3	1,7	1,4	1,3	1,3	0,2	0,9	-0,8	-1,3	0,4	2,7	3,5	1,9
Î.-P.-É.	1,3	1,1	1,0	1,0	3,9	2,4	2,0	3,1	-1,2	-2,2	0,6	0,5	10,5	10,8	10,8	10,6	0,6	0,6	0,7	0,7	2,3	6,6	3,1	2,5	-0,6	1,2	3,0	2,4
N.-É.	1,0	1,2	0,8	1,2	2,4	2,4	2,7	3,2	0,1	-0,4	0,2	0,2	8,6	8,3	8,2	8,1	3,8	3,8	3,4	3,1	-0,6	4,2	2,6	2,5	0,4	1,2	2,5	2,5
N.-B.	2,3	0,0	0,6	0,9	2,9	1,3	2,3	2,9	-0,6	-0,1	0,4	0,3	9,8	9,6	9,7	9,2	2,0	1,8	1,9	2,0	2,4	3,2	2,2	2,2	0,5	2,2	3,0	2,4
QUÉ.	1,2	1,8	1,8	1,6	2,6	2,9	3,6	3,4	0,9	0,9	1,4	0,7	7,6	7,1	6,6	6,5	37,9	38,9	36,3	33,5	0,5	4,3	3,8	3,8	1,1	0,7	2,3	2,3
ONT.	2,5	2,6	2,5	2,0	4,9	4,4	4,3	3,7	0,7	1,1	1,3	0,9	6,8	6,5	6,3	6,1	70,2	75,0	79,3	68,0	4,2	4,7	4,0	3,8	1,2	1,8	2,4	2,1
MAN.	2,2	1,7	1,9	2,2	3,1	2,6	4,0	4,3	1,6	-0,4	1,0	0,8	5,6	6,1	6,0	5,8	5,5	5,3	6,4	6,3	1,5	4,5	3,1	4,1	1,2	1,3	2,1	2,3
SASK.	-1,3	-1,8	1,8	2,3	-5,7	-5,2	7,0	5,4	0,5	-0,9	0,3	0,9	5,0	6,3	6,5	6,0	5,1	4,8	4,6	4,8	-3,5	1,1	3,0	4,0	1,6	1,1	2,2	2,8
ALB.	-3,6	-3,0	2,1	3,3	-12,5	-4,9	9,2	8,4	1,2	-1,6	0,3	1,1	6,0	8,1	8,4	7,5	37,3	24,5	23,1	24,8	-4,6	-1,6	2,8	3,8	1,2	1,1	2,6	2,0
C.-B.	3,3	3,3	1,9	1,8	3,8	5,0	4,2	3,9	1,2	3,2	1,4	0,6	6,2	6,0	6,1	6,3	31,4	41,8	29,0	30,5	6,0	6,4	3,5	3,4	1,1	1,9	2,4	1,9
CANADA	0,9	1,4	2,0	2,1	0,2	2,0	5,0	4,5	0,8	0,7	1,1	0,7	6,9	7,0	6,9	6,6	196	198	186	175	1,7	3,7	3,5	3,6	1,1	1,4	2,5	2,2

Tableau comparatif

2015, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers, 2016)	530	149	950	757	8 326	13 983	1 318	1 151	4 253	4 752
Produit intérieur brut (milliards \$)	30,1	6,2	40,2	33,1	381,0	763,3	65,9	79,4	326,4	250,0
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	27,3	5,2	36,2	28,9	337,9	665,0	59,4	62,9	310,6	231,3
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	1,5	0,3	2,0	1,7	19,2	38,4	3,3	4,0	16,4	12,6
Croissance PIB réel (TAC, 2010-15, %)	0,1	1,6	0,3	0,2	1,4	2,1	2,4	2,8	3,4	2,9
PIB réel par habitant (\$ 2007)	51 595	35 411	38 339	38 368	40 912	48 201	45 830	55 528	74 322	49 286
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2010-15, %)	-0,2	0,9	0,2	0,2	0,5	1,1	1,2	1,3	1,1	1,9
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	32 668	27 280	28 002	28 222	26 857	30 980	28 400	33 142	40 704	33 011
Croissance de l'emploi (TAC, 2011-16, %)	0,1	-0,1	-0,3	-0,2	0,8	1,0	0,7	1,2	1,5	1,3
Taux d'emploi (jan. 2017, %)	51,5	59,3	57,3	56,4	60,8	61,0	63,0	65,0	66,5	61,2
Indice d'inconfort (inflation + chômage, jan. 2017)	18,5	12,3	9,5	12,2	7,5	8,7	8,2	8,0	11,3	7,9
Production manufacturière (% du PIB)	5,0	9,4	7,9	11,3	14,0	12,1	10,2	6,4	6,9	7,2
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	53,9	68,0	72,0	66,6	59,1	56,7	57,5	45,4	45,3	64,4
Exportations (% du PIB)	34,1	20,9	18,4	48,4	28,4	35,8	25,7	39,3	32,3	22,1

Tableaux

Colombie-Britannique

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	194 987	200 324	206 360	211 427	216 716	223 852	231 299	238 932	243 352	247 830
	évolution (%)	-2,4	2,7	3,0	2,5	2,5	3,3	3,3	3,3	1,9	1,8
PIB nominal	millions de \$	196 250	205 117	216 786	221 414	228 973	240 900	249 981	262 418	273 420	284 020
	évolution (%)	-4,0	4,5	5,7	2,1	3,4	5,2	3,8	5,0	4,2	3,9
Nombre d'emplois	en milliers	2 192	2 223	2 228	2 262	2 266	2 278	2 306	2 380	2 413	2 428
	évolution (%)	-2,2	1,4	0,2	1,6	0,1	0,6	1,2	3,2	1,4	0,6
Taux de chômage	(%)	7,7	7,6	7,5	6,8	6,6	6,1	6,2	6,0	6,1	6,3
Ventes au détail	en millions de dollars	55 288	58 251	60 090	61 255	62 734	66 273	70 272	74 754	77 339	79 961
	évolution (%)	-4,3	5,4	3,2	1,9	2,4	5,6	6,0	6,4	3,5	3,4
Mises en chantier	unités	16 077	26 479	26 400	27 465	27 054	28 356	31 446	41 843	29 000	30 500
	évolution (%)	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-1,5	4,8	10,9	33,1	-30,7	5,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,3	113,8	116,5	117,8	117,7	118,9	120,2	122,4	125,4	127,8
	évolution (%)	0,0	1,4	2,3	1,1	-0,1	1,0	1,1	1,9	2,4	1,9

Alberta

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	250 510	262 720	279 655	290 544	306 998	322 237	310 640	301 321	307 498	317 768
	évolution (%)	-5,5	4,9	6,4	3,9	5,7	5,0	-3,6	-3,0	2,1	3,3
PIB nominal	millions de \$	245 690	270 049	299 521	312 485	342 415	372 880	326 433	310 354	338 887	367 506
	évolution (%)	-17,0	9,9	10,9	4,3	9,6	8,9	-12,5	-4,9	9,2	8,4
Nombre d'emplois	en milliers	2 030	2 024	2 100	2 172	2 226	2 275	2 301	2 264	2 270	2 294
	évolution (%)	-1,2	-0,3	3,7	3,5	2,5	2,2	1,2	-1,6	0,3	1,1
Taux de chômage	(%)	6,5	6,6	5,4	4,6	4,6	4,7	6,0	8,1	8,4	7,5
Ventes au détail	en millions de dollars	56 489	59 849	63 945	68 408	73 109	78 582	74 989	73 786	75 829	78 713
	évolution (%)	-8,3	5,9	6,8	7,0	6,9	7,5	-4,6	-1,6	2,8	3,8
Mises en chantier	unités	20 298	27 088	25 704	33 396	36 011	40 590	37 282	24 533	23 100	24 800
	évolution (%)	-30,4	33,5	-5,1	29,9	7,8	12,7	-8,1	-34,2	-5,8	7,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	121,5	122,7	125,7	127,1	128,9	132,2	133,7	135,2	138,6	141,5
	évolution (%)	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,4	2,6	1,2	1,1	2,6	2,0

Saskatchewan

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	52 195	54 647	57 545	58 514	62 191	63 680	62 872	61 740	62 821	64 266
	évolution (%)	-5,3	4,7	5,3	1,7	6,3	2,4	-1,3	-1,8	1,8	2,3
PIB nominal	millions de \$	60 080	63 368	74 821	77 957	83 159	84 201	79 415	75 249	80 547	84 872
	évolution (%)	-11,1	5,5	18,1	4,2	6,7	1,3	-5,7	-5,2	7,0	5,4
Nombre d'emplois	en milliers	526	531	536	548	565	571	574	568	570	576
	évolution (%)	1,6	1,0	0,9	2,4	3,1	1,0	0,5	-0,9	0,3	0,9
Taux de chômage	(%)	4,9	5,3	4,9	4,7	4,1	3,8	5,0	6,3	6,5	6,0
Ventes au détail	en millions de dollars	14 605	15 103	16 199	17 405	18 301	19 143	18 477	18 682	19 249	20 019
	évolution (%)	-0,5	3,4	7,3	7,4	5,1	4,6	-3,5	1,1	3,0	4,0
Mises en chantier	unités	3 866	5 907	7 031	9 968	8 290	8 257	5 149	4 775	4 600	4 800
	évolution (%)	-43,4	52,8	19,0	41,8	-16,8	-0,4	-37,6	-7,3	-3,7	4,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,1	118,7	122,0	123,9	125,7	128,7	130,8	132,2	135,1	138,8
	évolution (%)	1,1	1,3	2,8	1,6	1,4	2,4	1,6	1,1	2,2	2,8

Tableaux

Manitoba

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	51 464	52 736	54 045	55 674	57 248	58 117	59 395	60 405	61 522	62 876
	évolution (%)	-0,2	2,5	2,5	3,0	2,8	1,5	2,2	1,7	1,9	2,2
PIB nominal	millions de \$	50 804	53 308	56 197	59 781	62 314	63 855	65 862	67 592	70 288	73 343
	évolution (%)	-2,6	4,9	5,4	6,4	4,2	2,5	3,1	2,6	4,0	4,3
Nombre d'emplois	en milliers	601	609	612	622	626	626	636	634	640	645
	évolution (%)	-0,2	1,4	0,4	1,6	0,7	0,1	1,6	-0,4	1,0	0,8
Taux de chômage	(%)	5,2	5,4	5,5	5,3	5,4	5,4	5,6	6,1	6,0	5,8
Ventes au détail	en millions de dollars	14 920	15 770	16 443	16 652	17 297	18 034	18 297	19 115	19 699	20 506
	évolution (%)	-0,4	5,7	4,3	1,3	3,9	4,3	1,5	4,5	3,1	4,1
Mises en chantier	unités	4 174	5 888	6 083	7 242	7 465	6 220	5 501	5 319	6 400	6 300
	évolution (%)	-24,6	41,1	3,3	19,1	3,1	-16,7	-11,6	-3,3	20,3	-1,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	114,1	115,0	118,4	120,3	123,0	125,3	126,8	128,4	131,1	134,2
	évolution (%)	0,6	0,8	2,9	1,6	2,3	1,8	1,2	1,3	2,1	2,3

Ontario

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	582 904	600 131	614 606	622 717	631 871	648 890	665 034	681 992	699 042	713 023
	évolution (%)	-3,1	3,0	2,4	1,3	1,5	2,7	2,5	2,6	2,5	2,0
PIB nominal	millions de \$	597 882	630 989	659 743	680 084	695 349	727 962	763 276	797 020	831 650	862 704
	évolution (%)	-1,7	5,5	4,6	3,1	2,2	4,7	4,9	4,4	4,3	3,7
Nombre d'emplois	en milliers	6 433	6 538	6 658	6 703	6 823	6 878	6 923	7 000	7 089	7 150
	évolution (%)	-2,7	1,6	1,8	0,7	1,8	0,8	0,7	1,1	1,3	0,9
Taux de chômage	(%)	9,1	8,7	7,9	7,9	7,6	7,3	6,8	6,5	6,3	6,1
Ventes au détail	en millions de dollars	148 109	156 276	161 859	164 503	168 253	176 719	184 143	192 813	200 544	208 165
	évolution (%)	-2,4	5,5	3,6	1,6	2,3	5,0	4,2	4,7	4,0	3,8
Mises en chantier	unités	50 370	60 433	67 821	76 742	61 085	59 134	70 156	74 952	79 300	68 000
	évolution (%)	-32,9	20,0	12,2	13,2	-20,4	-3,2	18,6	6,8	5,8	-14,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,7	116,5	120,1	121,8	123,0	125,9	127,4	129,7	132,8	135,6
	évolution (%)	0,4	2,4	3,1	1,4	1,1	2,3	1,2	1,8	2,4	2,1

Québec

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	309 359	315 708	321 647	324 993	329 433	333 830	337 911	343 824	350 013	355 613
	évolution (%)	-0,8	2,1	1,9	1,0	1,4	1,3	1,2	1,8	1,8	1,6
PIB nominal	millions de \$	314 541	328 138	344 735	354 040	364 531	371 311	380 972	392 140	406 384	420 318
	évolution (%)	0,1	4,3	5,1	2,7	3,0	1,9	2,6	2,9	3,6	3,4
Nombre d'emplois	en milliers	3 854	3 938	3 976	4 006	4 061	4 060	4 097	4 133	4 189	4 219
	évolution (%)	-0,7	2,2	1,0	0,8	1,4	0,0	0,9	0,9	1,4	0,7
Taux de chômage	(%)	8,6	8,0	7,9	7,7	7,6	7,7	7,6	7,1	6,6	6,5
Ventes au détail	en millions de dollars	93 759	99 590	102 556	103 753	106 301	108 137	108 727	113 403	117 754	122 226
	évolution (%)	-1,1	6,2	3,0	1,2	2,5	1,7	0,5	4,3	3,8	3,8
Mises en chantier	unités	43 403	51 363	48 387	47 367	37 758	38 810	37 926	38 935	36 300	33 500
	évolution (%)	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-20,3	2,8	-2,3	2,7	-6,8	-7,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,4	114,8	118,3	120,8	121,7	123,4	124,7	125,6	128,4	131,4
	évolution (%)	0,6	1,3	3,0	2,1	0,8	1,4	1,1	0,7	2,3	2,3

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	28 080	28 643	28 702	28 417	28 332	28 304	28 941	28 941	29 100	29 362
	évolution (%)	-1,5	2,0	0,2	-1,0	-0,3	-0,1	2,3	0,0	0,6	0,9
PIB nominal	millions de \$	28 857	30 213	31 500	31 723	31 809	32 112	33 052	33 480	34 237	35 236
	évolution (%)	0,3	4,7	4,3	0,7	0,3	1,0	2,9	1,3	2,3	2,9
Nombre d'emplois	en milliers	360	358	356	353	355	354	352	352	353	354
	évolution (%)	-0,2	-0,5	-0,7	-0,7	0,4	-0,2	-0,6	-0,1	0,4	0,3
Taux de chômage	(%)	8,7	9,2	9,5	10,2	10,3	10,0	9,8	9,6	9,7	9,2
Ventes au détail	en millions de dollars	10 094	10 595	11 103	11 028	11 107	11 528	11 808	12 183	12 447	12 727
	évolution (%)	0,8	5,0	4,8	-0,7	0,7	3,8	2,4	3,2	2,2	2,2
Mises en chantier	unités	3 521	4 101	3 452	3 299	2 843	2 276	1 995	1 838	1 900	2 000
	évolution (%)	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-13,8	-19,9	-12,3	-7,9	3,4	5,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,5	115,9	120,0	122,0	123,0	124,8	125,4	128,2	132,0	135,2
	évolution (%)	0,3	2,1	3,5	1,7	0,8	1,5	0,5	2,2	3,0	2,4

Nouvelle-Écosse

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	34 721	35 693	35 884	35 567	35 524	35 812	36 168	36 602	36 895	37 352
	évolution (%)	0,3	2,8	0,5	-0,9	-0,1	0,8	1,0	1,2	0,8	1,2
PIB nominal	millions de \$	34 931	36 849	37 652	37 835	38 614	39 271	40 225	41 190	42 308	43 647
	évolution (%)	-1,4	5,5	2,2	0,5	2,1	1,7	2,4	2,4	2,7	3,2
Nombre d'emplois	en milliers	450	451	453	458	453	448	448	446	447	448
	évolution (%)	-0,5	0,4	0,4	1,0	-1,1	-1,1	0,1	-0,4	0,2	0,2
Taux de chômage	(%)	9,2	9,6	9,0	9,1	9,1	8,9	8,6	8,3	8,2	8,1
Ventes au détail	en millions de dollars	12 105	12 651	13 098	13 223	13 605	13 915	13 827	14 406	14 786	15 155
	évolution (%)	0,1	4,5	3,5	1,0	2,9	2,3	-0,6	4,2	2,6	2,5
Mises en chantier	unités	3 438	4 309	4 644	4 522	3 919	3 056	3 825	3 767	3 400	3 100
	évolution (%)	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-13,3	-22,0	25,2	-1,5	-9,7	-8,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,7	118,2	122,7	125,1	126,6	128,8	129,3	130,9	134,2	137,5
	évolution (%)	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,2	1,7	0,4	1,2	2,5	2,5

Île-du-Prince-Édouard

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 695	4 800	4 895	4 952	5 050	5 128	5 196	5 253	5 306	5 359
	évolution (%)	0,3	2,2	2,0	1,2	2,0	1,5	1,3	1,1	1,0	1,0
PIB nominal	millions de \$	4 927	5 222	5 424	5 573	5 752	5 955	6 186	6 332	6 459	6 660
	évolution (%)	3,6	6,0	3,9	2,7	3,2	3,5	3,9	2,4	2,0	3,1
Nombre d'emplois	en milliers	68	70	72	73	74	74	73	72	72	72
	évolution (%)	-1,3	2,3	3,1	1,7	1,4	-0,1	-1,2	-2,2	0,6	0,5
Taux de chômage	(%)	11,9	11,4	11,1	11,1	11,5	10,6	10,5	10,8	10,8	10,6
Ventes au détail	en millions de dollars	1 682	1 770	1 866	1 925	1 940	2 005	2 052	2 187	2 254	2 310
	évolution (%)	-1,3	5,3	5,4	3,2	0,8	3,3	2,3	6,6	3,1	2,5
Mises en chantier	unités	877	756	940	941	636	511	558	556	730	700
	évolution (%)	23,2	-13,8	24,3	0,1	-32,4	-19,7	9,2	-0,4	31,3	-4,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,3	119,5	123,0	125,5	128,0	130,1	129,3	130,8	134,7	138,0
	évolution (%)	-0,1	1,8	2,9	2,0	2,0	1,6	-0,6	1,2	3,0	2,4

Terre-Neuve-et-Labrador

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	25 740	27 164	27 946	26 719	28 106	27 838	27 277	27 495	26 494	26 415
	évolution (%)	-10,1	5,5	2,9	-4,4	5,2	-1,0	-2,0	0,8	-3,6	-0,3
PIB nominal	millions de \$	25 001	29 085	33 539	32 032	34 462	34 022	30 100	29 842	30 194	31 548
	évolution (%)	-20,8	16,3	15,3	-4,5	7,6	-1,3	-11,5	-0,9	1,2	4,5
Nombre d'emplois	en milliers	215	223	232	241	243	239	236	233	227	220
	évolution (%)	-2,7	3,6	4,1	3,8	0,8	-1,7	-1,0	-1,5	-2,5	-3,0
Taux de chômage	(%)	15,5	14,7	12,6	12,3	11,6	11,9	12,8	13,4	14,8	16,3
Ventes au détail	en millions de dollars	7 121	7 453	7 833	8 182	8 589	8 882	8 900	8 982	8 909	8 794
	évolution (%)	1,6	4,7	5,1	4,5	5,0	3,4	0,2	0,9	-0,8	-1,3
Mises en chantier	unités	3 057	3 606	3 488	3 885	2 862	2 119	1 697	1 398	1 300	1 300
	évolution (%)	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-26,3	-26,0	-19,9	-17,6	-7,0	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	114,6	117,4	121,4	123,9	126,0	128,4	129,0	132,5	137,2	139,8
	évolution (%)	0,3	2,4	3,4	2,1	1,7	1,9	0,4	2,7	3,5	1,9

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royale du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.